

Fédération des syndicats de travailleurs du rail

17 boulevard de la libération – 93200 – Saint Denis Tel 01 42 43 35 75 - Fax 01 42 43 36 67 federation-sudrail@wanadoo.fr www.sudrail.org



Pour une autre politique des transports

Pollution, réchauffement climatique, crise énergétique... sont des enjeux majeurs pour les années à venir. Les transports collectifs, parce qu'ils consomment et polluent moins, sont un moyen efficace de lutter contre cette dérive pour la planète. Et pourtant il n'y a jamais eu autant de camions et voiture sur les routes. SUD Rail présente quelques propositions, parce qu'une autre politique des transports est possible.

Transport de marchandises : ne pas laisser faire le marché

En France et en Europe, pour le transport de marchandise, c'est la route qui domine avec un dumping social permanent pour les salariés et les bouchons et pollutions pour les populations. Les seuls pays qui, comme la Suisse, ont réussi à réduire la part de la route dans le transport de marchandise l'ont fait en taxant davantage les camions et en imposant le transport par rail.

Pour SUD Rail, compte tenu des enjeux sociaux et écologiques le transport de marchandise doit être re-réguler et ne plus dépendre de la seule loi de l'offre et de la demande. Pour les transports de longue distance, la règle doit être l'utilisation du ferroviaire. Le camion pouvant être utilisé en complémentarité sur les courtes distances. Enfin, deux mesures d'urgence doivent être prise : la première concerne l'obligation du respect de la réglementation du travail chez les routiers, qui sont très exploités. La seconde consiste à faire cesser la main mise des donneurs d'ordre (grande distribution par exemple) sur la tarification routière qui impose en permanence une sous tarification. La SNCF, avec son groupe, est le premier transporteur routier en France. Les pouvoirs publics ont donc les moyens d'imposer une autre politique des transports de marchandise. Bien sûr, de telles mesures nécessitent d'affronter le puissant lobby routier qui veut encore augmenter ses marges en réclamant la légalisation d'un camion encore plus gros (44tonnes). La mobilisation des salariés des élus et des populations est nécessaire pour imposer cette autre politique.

Pour une baisse des tarifs du train et le développement de la gratuité

Les voitures sont responsables de près d'un tiers des émissions de gaz carbonique,... et on continue de nous dire que c'est un drame quand les ventes de voitures baissent!

Depuis 2000, les régions ont fortement investi dans le rail (matériel, cadencement des dessertes) avec une forte augmentation de la fréquentation (+ de 20%), c'est bien la preuve que la volonté politique est plus efficace que la « main invisible du marché ».

Aujourd'hui, les modes de transports quotidiens (TER, bus, métro) sont

subventionnés à près de 70%. Dans certaines régions ils sont gratuits pour les chômeurs, dans certaines villes les bus sont également gratuits. Généraliser la gratuité pour les transports de la vie quotidienne permettrait de diminuer sérieusement la place de la voiture. Le coût d'une telle mesure est évalué à environ 700 millions d'euros par an, ce qui est à portée d'un pays riche comme la France.

Chacun sait qu'à partir de 2 personnes prendre sa voiture revient souvent à moins cher que le train. **Pour SUD Rail,** il est nécessaire que le prix des billets de trains baisse fortement afin que même à plusieurs le train soit moins cher. C'est le seul moyen de favoriser le rail pour les avantages qu'il apporte comme mode de transport écologique.

La mise en concurrence des modes de transports ne favorise pas le rail

Depuis plus de 20 ans, l'Europe et la plupart des gouvernements français successifs ont expliqué que si le rail ne se développait pas, c'était à cause de l'absence de concurrence. Or depuis que la concurrence est en place dans le fret ferroviaire, nulle part en Europe on ne constate un regain du rail. Pire, en France, la concurrence prend des parts de marché à la SNCF mais pas à la route. En 2005, la SNCF n'a transporté que 38 milliards de tonnes /km ...contre 55 mds en 2000! En 2006, la politique de course à la rentabilité du SNCF c'est traduit par près d'1 million de camions supplémentaires sur les routes. Par ailleurs, un rapport de commission européenne sur le bilan de la politique des transports et les perspectives à l'horizon 2020 annonce une baisse de la part du rail dans le transport de marchandises (de 11% à 8%) et de voyageurs (de 6% à 5%). Cet échec patent impose de rompre avec ce modèle libéral pour répondre aux attentes fortes des citovens.

Développer les infrastructures ferroviaires, pas les autoroutes !

Il se construit toujours plus d'autoroutes que de voies ferrées et souvent contre l'avis des populations qui refusent les pollutions engendrées. Plus grave, comme l'a révélé un audit récent, le réseau ferré Français est l'un des plus mal en point d'Europe. Il faudrait consacrer près de 700 millions d'€ de plus par an pendant 20 ans pour le remettre en état. Bien évidemment, les politiques libérales successives faites de baisses d'impôts pour les plus riches et les entreprises vont à l'inverse de ce qu'il faudrait faire. On sait désormais que les 20 milliards d'€ annuels d'allègements de charges consentis aux entreprises sont inefficaces. Autant d'argent qui serait plus utile pour les infrastructures ferroviaires. Il va de soi aussi pour SUD Rail qu'il faut mettre fin à l'éclatement du système ferroviaire entre RFF et la SNCF qui du simple fait de la séparation coûte plusieurs centaines de millions d'€ par an à la collectivité.

Pour un service public ferroviaire européen

Depuis 20 ans, la commission européenne n'a eu de cesse que de mettre en concurrence et de privatiser les services publics nationaux. Pour les usagers les résultats sont toujours les mêmes : hausse des tarifs, baisse de la qualité et constitution de monopoles privés européens.

La solution n'est donc pas la concurrence mais la coopération entre entreprises publics nationales. Il est ainsi absurde que la France et l'Allemagne se fassent concurrence avec leur TGV respectifs, ou se partagent le marché du transport de marchandises les plus rentables.

Une vraie politique européenne des transports viserait à mettre en place de véritables services publics européens au service des peuples.

Ne pas opposer les droits des salariés et ceux des usagers



Un service public de qualité ne peut se faire qu'avec des salariés ayant un bon statut. A SUD Rail, nous avons conscience que la grève peut gêner les usagers, mais au bout du compte des salariés forts c'est encore la meilleure garantie pour les usagers du transport. N'oublions pas que ce n'est pas un hasard si en Angleterre la faillite du système ferroviaire privé s'est faite alors qu'il y avait une quasi interdiction du droit de grèves pour les salariés. Par ailleurs dans le passé, des formes d'action alternatives à la grève (refus de contrôler par exemple) ont été sanctionnées par la justice.

Mais les usagers doivent aussi avoir des droits, ils sont avec les salariés et élus locaux les meilleurs connaisseurs des besoins de la collectivité. D'ailleurs, lorsqu'ils agissent collectivement contre des fermetures de gares ou des suppressions de trains ils sont assez souvent entendus. Pour SUD Rail, il faut aller vers l'élection de représentants des usagers des transports. Il est nécessaire que les salariés et usagers se fassent entendre ensemble.

Le jeudi 8 février
Usagers, participez à la manifestation des
cheminots
Pour la défense du service public ferroviaire
13H30 Place d'Italie